



Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF

Vague 16 - Février 2025

Décryptages par les chercheurs

Le grand désarroi démocratique français

Bruno Cautrès, Chercheur CNRS au CEVIPOF, enseignant à Sciences Po

Concluant le Grand débat national, Emmanuel Macron déclarait (le 25 avril 2019) : « le sentiment de beaucoup de nos concitoyens, c'est comme ça que je l'ai entendu, c'est de dire « vous nous avez demandé des changements à nous mais vous avez très peu changé. Vous, vous êtes toujours avec les mêmes, organisés de la même manière, on n'a rien vu bouger. Ce n'est pas faux. Alors, sur le plan démocratique, les citoyens veulent être mieux représentés, participer davantage, avoir au fond une organisation plus efficace. Là-dessus, on a vu fleurir beaucoup de débats et je veux dire, très franchement, après avoir beaucoup écouté et réfléchi où je me situe. Je crois aux élus ». Si le chef de l'État déclarait alors vouloir renouveler notre vie politique en « redonnant du sel à la vie démocratique » (plutôt que par la démocratie directe du RIC, le vote obligatoire ou la reconnaissance du vote blanc comme un vote exprimé), son propos venait en écho à de nombreuses déclarations précédentes sur la démocratie en France.



Plus de sept ans après sa première élection et plus de cinq ans après le Grand débat national, le grand projet présidentiel de redonner aux Français et aux Françaises confiance dans leur système démocratique n'a pas fonctionné. La vague 16 du Baromètre de la confiance politique montre une France très insatisfaite de son système démocratique : seuls 28% indiquent que la démocratie fonctionne bien en France, rejoignant ainsi les pourcentages les plus bas observés dans l'enquête du CEVIPOF depuis 16 ans (27% au moment de la crise des Gilets jaunes en décembre 2018). Cette insatisfaction touche de très nombreuses catégories de la population mais atteint des niveaux très élevés chez les plus âgés, les moins diplômés, les habitants des communes rurales ou des villes moyennes, chez les employés et les ouvriers. Seuls 21% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon trouvent que la démocratie fonctionne bien en France, 17% de ceux de Marine Le Pen et 10% de ceux d'Éric Zemmour.

La comparaison avec nos voisins européens en dit long sur l'image d'une France engluée dans un profond sentiment de malaise démocratique : en Italie, 37% considèrent que la démocratie fonctionne bien, c'est 45% aux Pays-Bas et 51% en Allemagne. D'autres signes inquiétants du malaise démocratique français, voire d'une profonde fracture démocratique, s'expriment dans l'enquête : 54% déclarent « qu'il n'y a pas de quoi être fier de notre système démocratique » (42% en Italie, 33% en Allemagne et 31% aux Pays-Bas), 34% que « les hommes et les femmes politique ne méritent pas beaucoup de respect » (28% en Allemagne, 26% aux Pays-Bas). Seuls 24% estiment que « les hommes et femmes politiques essaient de tenir leurs promesses de campagne électorale », un chiffre en baisse par rapport à l'an dernier (-4 points) et nettement plus bas qu'en Allemagne (30%) ou aux Pays-Bas (41%).

La vague 16 du Baromètre de la confiance politique traduit une forme de désarroi démocratique français. Celui-ci est fait d'un mélange d'insatisfaction, de colère et d'incompréhension de notre situation alimentant d'inquiétantes demandes d'autorité au nom de l'efficacité. Jamais la part de ceux qui pensent « qu'en démocratie rien n'avance et qu'il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité » n'avait été si élevée, 48%, soit un Français sur deux. La France, notamment lorsqu'on la compare à l'Allemagne et aux Pays-Bas, et aussi à l'Italie qui a pourtant connu tant de crises de son système démocratique, semble plus que jamais en attente d'un profond renouveau démocratique.

Malgré une défiance politique au plus haut, l'échelon local résiste

Flora Chanvriil, Ingénieure de recherche, CEVIPOF

L'édition 2025 du Baromètre met en évidence une nette augmentation de la défiance politique : 74% des répondants n'ont pas confiance dans la politique (+4 points par rapport à 2024). Cette dégradation touche particulièrement certains groupes : 82% des personnes se déclarant proches de la droite radicale, 87% des sympathisants du RN ou proches d'aucun parti, ainsi que 80% de celles s'en sortant très difficilement avec leurs revenus et 79% des 50-64 ans. Ces écarts se retrouvent sur presque tous les indicateurs.



Cette crise de confiance s'inscrit dans une dynamique plus large : 83% estiment que les responsables politiques ne se préoccupent pas des citoyens ordinaires (+2 points) et 71% jugent que la démocratie fonctionne mal (+3 points). La perception d'un personnel politique corrompu s'élève à 74% (+6 points), retrouvant son niveau de 2016.

Les institutions nationales et supranationales sont particulièrement affectées. Le président de la République et le Premier ministre voient leur confiance reculer à 23% (-6 points) et 27% (-8 points), plaçant le chef du gouvernement derrière les députés européens. La confiance envers les partis politiques tombe à 16% (-4 points), poursuivant une tendance de long terme. L'Assemblée nationale enregistre également un recul (24%, -5 points), tandis que la confiance envers les députés reste stable à 40% (+1 point) soulignant l'importance de leur ancrage local.

Dans ce climat délétère, l'échelon local conserve un certain capital de confiance. Le maire reste l'acteur politique bénéficiant du plus fort crédit (61% de confiance, +1 point). Face à la défiance institutionnelle, les figures politiques perçues comme accessibles et impliquées dans la gestion du quotidien conservent leur légitimité.

Certaines institutions régaliennes et acteurs socio-économiques bénéficient toujours d'une image favorable. La gendarmerie, l'armée, les PME ou les artisans par exemple, ont des taux de confiance avoisinant ou dépassant 80%, bien au-dessus des institutions politiques.

Ces tensions profondes dans la société française illustrent une dualité marquée. Le sentiment de lassitude, qui atteint désormais 40% (+4 points), derrière la méfiance à 45%, et devant la morosité (30%) et la peur (18%), illustre cette usure démocratique croissante. La France se distingue nettement du reste de l'Europe : en Allemagne, la sérénité domine (33%) devant la méfiance (25%) ; en Italie, lassitude et méfiance restent plus modérées (31%), devant la sérénité (26%) ; aux Pays-Bas la confiance (31%) et le bien-être (27%) sont loin devant.

Dans le contexte français, la résilience des acteurs locaux et de certaines institutions non politiques pourrait constituer un point d'appui pour restaurer la confiance démocratique. Toutefois, sans réponses politiques jugées efficaces, la fracture entre citoyens et institutions nationales risque de se creuser davantage, ce qui pose un défi majeur pour la gouvernance et la cohésion sociale du pays.

La crise de légitimité de la coalition Bayrou

Damien Bol, Enseignant-chercheur, CEVIPOF

Un gouvernement peine à se maintenir depuis les élections législatives de 2024, faute de groupe politique possédant une majorité absolue au Parlement. Le gouvernement actuel se distingue ainsi de la plupart des gouvernements de la V^e république dans la mesure où il s'agit d'une coalition entre le groupe Ensemble et Les Républicains (LR) et qu'il n'est pas soutenu par une majorité politique.



Cela a-t-il un impact sur la façon dont les Français perçoivent la légitimité du gouvernement Bayrou ? Il semblerait que oui : seuls 32% des répondants le considèrent comme légitime. Sans surprise, les électeurs d'Ensemble sont ceux qui considèrent le gouvernement de François Bayrou comme le plus légitime (69%), tandis que les électeurs du Rassemblement national (RN) et du Nouveau Front Populaire (NFP) sont ceux qui le considèrent comme l'étant le moins (17% et 25% respectivement). Même parmi les électeurs LR, qui font formellement partie de cette coalition gouvernementale, 53% contestent sa légitimité.

Afin d'estimer l'effet de la communication sur la composition du gouvernement et sur le soutien électoral dont il bénéficie, nous avons soumis dans le cadre d'une expérimentation auprès de deux sous-échantillons aléatoires de répondants, un court texte placé avant la question posée sur la légitimité du gouvernement, rappelant soit le score électoral de la formation dirigeant le gouvernement, soit le score électoral de l'ensemble de la coalition gouvernementale. Quel en est le résultat ?

Lorsqu'on rappelle aux répondants que le gouvernement est dirigé par le groupe Ensemble qui a reçu 20% des voix au premier tour et 23% des voix au second tour des élections de 2024, la reconnaissance de la légitimité augmente légèrement (33%, +1 point). Cette moyenne masque toutefois des différences entre les groupes d'électeurs. Le rappel des chiffres augmente substantiellement la légitimité perçue du gouvernement parmi les électeurs d'Ensemble (78%, +9 points) et des Républicains (54%, +7 points), mais diminue celles des électeurs des partis d'opposition, en particulier ceux du RN (15%, -2 points).

Lorsqu'on leur rappelle que ce gouvernement est en réalité une coalition entre Ensemble et Les Républicains, qui ont collectivement obtenu plus d'un quart des voix au premier tour et près d'un tiers au second tour des élections, cette légitimité diminue encore (29%, -3 points). Cette moyenne masque là encore de grandes différences selon les électors : la légitimité perçue chez les électeurs LR (59%, +12 points), mais on observe un effet contraire chez ceux d'Ensemble (61%, -8 points), et de l'opposition, en particulier parmi ceux du RN (13%, -5 points).

Ces résultats montrent l'importance de la communication sur le score électoral et la composition du gouvernement qui peut changer la légitimité perçue de celui-ci par la population, en particulier dans un système politique comme celui de la V^e République où les coalitions de partis politiques sont rares.

L'ancrage du libéralisme autoritaire en France

Luc Rouban, Directeur de recherche au CNRS, CEVIPOF

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en novembre 2024 marque l'arrivée d'un pouvoir très concentré, ouvertement favorable au libéralisme économique le plus débridé et revendiquant une autorité forte afin de se montrer particulièrement efficace dans le règlement des questions économiques ou internationales.



La vague 16 du Baromètre de la confiance politique nous apprend que la recherche de l'efficacité est particulièrement forte également en France. Près d'un Français sur deux (48%) approuve l'idée « qu'en démocratie rien n'avance, il vaut mieux moins de démocratie et plus d'efficacité ». Cette moyenne ne change pas quel que soit le niveau de confiance que l'on enregistre dans les institutions politiques (gouvernement, Assemblée nationale, Sénat, conseil municipal, Parlement européen) et quelle que soit la tranche d'âge. Le niveau de diplôme ne joue que très peu, les enquêtés de niveau CAP approuvant cette proposition à 56% contre 42% de ceux qui ont un diplôme d'études supérieures.

En revanche, cette demande d'efficacité, au détriment de la démocratie, augmente de manière linéaire avec la recherche de l'autorité mesurée ici au travers d'un indice construit sur la base de trois questions (un bon système politique est celui qui a un homme fort à sa tête qui n'a pas à se préoccuper des élections ou du Parlement, où les experts décident de ce qui est dans l'intérêt général, où l'armée dirige le pays). Seuls 26% des enquêtés se situant au niveau 0 de l'indice d'autorité recherchent avant tout l'efficacité alors que cette proportion augmente à 83% parmi ceux qui se situent au niveau 3 de ce même indice.

L'efficacité et l'autorité sont fortement associées au niveau de libéralisme économique mesuré ici par le fait d'avoir confiance dans les grandes entreprises, de vouloir réduire le nombre de fonctionnaires et de penser que l'État doit faire confiance aux entreprises plutôt que de les contrôler, ce qui reflète assez précisément le programme de Donald Trump. L'indice de libéralisme économique va donc de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives et peut être dichotomisé entre un niveau bas (0 ou 1 réponse positive) et un niveau élevé (2 ou 3 réponses positives). En moyenne, 55% des enquêtés se situent au niveau supérieur de l'indice.

Plus on est libéral et plus on recherche l'efficacité (26% pour les moins libéraux et 63% pour les plus libéraux) et plus on recherche l'autorité (16% pour les moins libéraux et 53% pour les plus libéraux). Le libéralisme économique n'est plus associé au libéralisme politique. Au total, ceux qui sont fortement libéraux et fortement autoritaires constituent 26% de tous les enquêtés.

L'enquête montre que les libéraux autoritaires sont très également répartis dans tous les électors du premier tour des élections législatives de 2024, à l'exception de celui du NFP (14%) avec une présence accrue dans celui du RN (35%) et surtout de Reconquête ! (49%) alors que ceux de Renaissance et de LR se situent au niveau de la moyenne (respectivement, 26% et 28%). Un quart des abstentionnistes (24%) sont quant à eux libéraux autoritaires.

L'équation politique qui a permis l'élection de Donald Trump est donc bien présente en France.

Le Centre de Recherches Politiques de Sciences Po (CEVIPOF) publie son Baromètre de la confiance politique, vague 16, réalisé par OpinionWay, grâce à un partenariat avec le CESE, Intériale Mutuelle, CMA-France, EDF, l'Institut de l'entreprise et l'Université Guido Carli - LUISS à Rome.

L'enquête de terrain Baromètre de la confiance politique a été réalisée par OpinionWay du 17 janvier au 5 février 2025 auprès d'un échantillon représentatif de 3 561 enquêtés en France, de 2 000 en Allemagne, de 1 760 en Italie et de 1 771 aux Pays-Bas.